

l'Afrique centrale. De plus, Statistique Canada a participé à un échange de connaissances avec des homologues du gouvernement de la Colombie pour développer les capacités associées aux statistiques sur la violence fondée sur le genre.

Depuis 2012, 28 vérificateurs du Cameroun, du Ghana, de la Tanzanie et du Vietnam ont effectué un stage de neuf mois au Canada, dans des bureaux de vérification fédéraux et provinciaux. Ces stages ont été organisés par la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation. Cette initiative a amélioré les compétences et la capacité des bureaux de vérification de ces pays. Plus de 750 vérificateurs ont reçu une formation leur permettant de faire des vérifications de rendement. De même, plus de 75 membres du comité de surveillance ont reçu une formation sur l'utilisation efficace des rapports de vérification et sur leur importance pour la mise en œuvre de changements dans les politiques et les pratiques.

En Éthiopie, le Canada soutient depuis 2011 le Programme d'appui à la société civile géré par le British Council. Ce programme a permis d'octroyer 772 subventions à 514 organisations de la société civile pour améliorer la mise en œuvre de politiques gouvernementales visant à réduire la pauvreté. Ces subventions ont également permis aux organisations de la société civile d'offrir des services publics plus inclusifs aux personnes vulnérables et difficiles à atteindre.

Le programme a amélioré les capacités techniques des organisations de la société civile en matière de gestion financière, de gestion de cycles de projet, de leadership et de réseautage. Il a ainsi atteint plus de 3,1 millions de personnes. Parmi celles-ci se trouvaient des personnes handicapées ou atteintes de maladies mentales, des prisonniers, des jeunes contrevenants, des enfants innocents incarcérés avec leurs parents, et des femmes et filles marginalisées.

En partenariat avec l'Institut sur la gouvernance, le Canada a aidé les hauts responsables du gouvernement fédéral irakien et le gouvernement régional kurde à poursuivre le dialogue sur la réforme de la gouvernance en Irak. Cette démarche faisait partie du projet de décentralisation financière et d'amélioration de la résilience en Irak. Elle a permis d'élaborer une compréhension commune des concepts du cadre financier, de reconnaître les tensions persistantes et d'améliorer les communications entre les deux paliers de gouvernement.

Au Myanmar, l'ONG canadienne Forum des fédérations, avec l'aide du Canada, améliore la connaissance et la compréhension du fédéralisme chez les intervenants clés. Il s'agit d'une importante contribution à la démarche fédéraliste du gouvernement du Myanmar dans le contexte des négociations de paix historiques en cours. En 2016-2017, le Forum a permis de former dans 65 cantons 274 parlementaires infranationaux provenant de 5 états et 279 représentants de la société civile et des médias.

Le Canada mise sur la participation et la collaboration multilatérales lorsqu'il accorde son soutien à des pays partenaires pour des questions associées à la fiscalité internationale et à la mobilisation des ressources nationales. Il fournit cette aide par l'intermédiaire de l'Agence de revenu du Canada (ARC). À titre d'exemple, pour offrir un atelier en 2016, l'ARC a établi un partenariat avec le Centre interaméricain des administrateurs fiscaux, l'Association des administrateurs fiscaux du Commonwealth, l'OCDE et le Groupe de la Banque mondiale. Cet atelier a permis aux administrations fiscales de la région des Caraïbes de renforcer leurs approches et techniques d'évaluation des risques liés à la vérification.

En raison de la demande croissante d'assistance faisant appel à de maigres ressources d'administration fiscale, l'ARC cherche constamment des moyens d'innover et de travailler plus intelligemment. Un meilleur usage de la technologie, par exemple, pourrait combler les lacunes et élargir la portée de l'assistance. Reconnaisant ce fait, l'ARC a élaboré un prototype mondial en ligne appelé Plateforme de partage de connaissances pour les administrations fiscales. Cette plateforme est conçue pour encourager le partage pratique des connaissances et de l'expertise fiscales de façon économique et durable. Elle a été approuvée par la communauté de l'administration fiscale à l'échelle mondiale et elle est actuellement mise à l'essai par les premiers utilisateurs. Environ 1 586 responsables de plus de 123 économies en développement et émergentes se servent déjà de cette plateforme. De nombreuses administrations et organisations fiscales ont signalé leur intention de recourir à cet outil pour compléter leurs programmes actuels et leurs démarches futures.